

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 990 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

## Sénat: Thambwe Mwamba se trompe de chambre !

(Lire en page 3)

*Eclairage public pour son village natal*

## Moïse Katumbi reprend la reconstruction de Kashobwe

(Lire en page 12)

*Les langues se délient*



## Les avocats de Samith Jammal enfoncez Kamerhe

(Lire en page 4)

*Discussions sur les structures des prix*

## Vers la baisse des prix du carburant ?

(Lire de la page 2)

*Parti politique d'avant-garde* (Lire en page 12)

## «Ensemble pour la République» : grandiose sortie après la pandémie



Discussions sur les structures des prix

## Vers la baisse des prix du carburant ?



Vue d'une station-service à Kinshasa, le 30/08/2017, lors de la pénurie du carburant à Kinshasa. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba a réuni, samedi 2 mai 2020, quelques ministres pour discuter de la structure des prix du pétrole.

Selon le Vice premier ministre du budget Jean Baudoin Mayo, présent à cette rencontre, il a été question d'apprécier la situation qui prévaut dans le secteur pétrolier, notamment sur la structure des prix.

« Les ministres de l'Economie et des hydrocarbures ont exposé sur le dossier, et le premier ministre a recommandé la poursuite des discussions avec les pétroliers et de faire rapidement rapport au gou-

vernement », a-t-il indiqué.

Selon M. Mayo, très prochainement, la ministre de l'Economie enverra des invitations aux pétroliers pour apprécier la situation dans le secteur, plus précisément sur la structure des prix des produits pétroliers.

Le vice premier ministre chargé du budget Jean Baudoin Mayo, le ministre d'Etat chargé des Hydrocarbures, Rubens Mikindo Muhima, le ministre des Finances Sele Yalaguli ainsi que la ministre de l'Economie Nationale Acacia Bandubola Mbongo ont pris part à cette rencontre. RO

Voisinage

## Militaires zambiens et FARDC sur pied de guerre à Moliro

La cité de Moliro dans la province du Tanganyika est toujours le théâtre d'incursions de l'armée zambienne depuis deux mois. Celle-ci continue à patrouiller aussi bien dans les airs que sur la terre, au grand dam de la population de ce coin, ont rapporté samedi 2 mai des sources locales. Entre-temps, les FARDC continuent d'envoyer des troupes dans la zone.

Drones de surveillance, hélicoptères de combat, le ciel de Moliro reste le théâtre de la démonstration de force de l'armée zambienne. Le chef de poste d'encadrement administratif de Moliro a dénoncé cette violation de l'espace aérien et terrestre de la RDC, dans un rapport à sa hiérarchie.

Le député provincial Alexis Katempa a aussi confirmé la présence de l'armée zambienne dans la zone :

« Tout le monde est en stand by. La réalité, c'est que les militaires zambiens sont encore du côté Kibanga là-bas. C'est ce qui justifie même la présence de beaucoup de militaires dans le territoire de Moba. Et ça devient une zone opérationnelle. Les gens se regardent en chiens de

faïence là-bas ».

Pour sa part, le ministre provincial de l'intérieur et porte-parole du gouvernement, Dieudonné Kamona qui s'exprimait sur la question le 28 avril dernier au cours d'un point de presse, avait affiché de la fermeté :

« A ce jour, nos militaires sont bien positionnés prêts à défendre leur territoire, car aucune portion de notre territoire ne peut être passible d'une occupation étrangère ».

Entre-temps, des sources locales font état d'un renforcement des troupes des FARDC sur terrain.

Les armées de la RDC et de la Zambie s'étaient affrontées dans le village de Kibanga, dans le même territoire de Moba, en mars dernier. Les militaires zambiens, appuyés par leur aviation, avaient même investi depuis le 15 mars ce village et y avaient hissé leur drapeau après avoir descendu celui de la RDC. Mais, lors de leurs contacts diplomatiques, les autorités des deux pays avaient convenu de résoudre ce différend frontalier par voie pacifique.

Profitant de la paie d'avril

## La Banque centrale remet sur le marché le billet de 5000 Fc !

Quelques agents et fonctionnaires de l'Etat ont été payés, pour le mois d'avril, en coupures à problème de 5 000 Francs congolais. Pourtant, ce billet, autrefois contrefait et écarté pendant un moment de la circulation, n'est pas accepté sur le marché. Toutefois, la Banque centrale du Congo (BCC) rappelle que la consommation de cette coupure est une obligation parce qu'elle a toujours cours légal sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, un communiqué de la BCC, publié récemment dans la presse, insiste que tout opérateur économique qui s'opposerait à accepter ce billet, s'expose à des poursuites judiciaires.

tes judiciaires.

Certains analystes estiment ainsi qu'il est impératif de mener une campagne appuyée à Kinshasa et à l'intérieur du pays pour que ce billet circule désormais normalement, afin que ceux qui le détiennent ne soient pas sacrifiés, surtout en ce moment de confinement où des difficultés sociales augmentent à une vitesse exponentielle.

De même, explique-t-on, la BCC devra veiller à ce qu'il n'y ait plus de contrefaçon, comme auparavant, car ses conséquences portent gravement atteinte à la santé économique du pays.

ITURI

## Plus de 45 corps humains en décomposition découverts à Mahagi

Plus de 45 corps humains ont été découverts le samedi 2 mai 2020 à Panduru, chefferie située dans le territoire de Mahagi dans la province de l'Ituri. Selon le coordonnateur de la société civile de Mahagi, Tobino Unegi, ces personnes auraient été tuées lors de la dernière incursion des miliciens CODECO dans cette entité.

Il s'agit de corps de civils, de militaires et de miliciens confondus. Ces corps gisent encore sur place. Certains étaient calcinés dans leurs maisons. Tobino Unegi redoute une épidémie incontrôlable dans la région à cause de ces corps en putréfaction si rien n'est fait dans un délai raisonnable. En outre, le président de la société civile de Mahagi demande l'appui de la croix rouge pour récupérer les corps des disparus pour

inhumation.

Ces dépouilles ont été découvertes après plusieurs jours car plusieurs villages de la province de l'Ituri ont déjà été abandonnés par leurs habitants suite aux incessantes attaques menées contre les civils et des affrontements répétitifs entre les miliciens et les militaires des forces armées de la RDC.

Rappelons que les jours passés, les miliciens CODECO ont signé une incursion dans plusieurs villages des territoires voisins de Djugu et Mahagi. Ces miliciens sont accusés d'être auteurs de plusieurs massacres des civils depuis plusieurs années. Ce groupe armé a semblé se radicaliser après la mort de Ngondjolo, considéré comme leur chef suprême.

DM

**La République**  
2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**

Jacques Famba

**Coordonnateur de la Rédaction**

Boendy Bo Lokanga

+243999199410

**Collaborateurs**

Boendy BL

Gaston Liande

**Rédaction**

**Enquête et Reportage**

Boendy BL

Jacques Famba

**Secrétaire de rédaction**

Beni Joel Dinganga

**technique**

Benoît Mutshipayi

**Secrétaire de rédaction**

**PAO**

Abedi Salumu

**Direction Commerciale et**

**Financière**

Dominique Lumumba

0815011886, 0997440728

**Lubumbashi**

Freddy Tshijika

Jean L. Mwamba

**Distribution**

Bertin Sefu

Senga Jean-Victor

**Vente**

-

**Images**

Dieudonné Kanyinda

Bram's

**Bulletin épidémiologique**

## 674 cas, 70 nouveaux cas confirmés à Kinshasa

Le comité multisectoriel de la riposte de la pandémie du coronavirus a dans son bulletin de ce samedi 2 avril, notifié 70 nouveaux cas confirmés positifs au coronavirus, ce qui porte le cumul des cas confirmés à 674 cas désormais.

Le bulletin indique également qu'au total il ya 33 décès et 75 personnes guéries.

- 251 cas suspects en cours d'investigation ;
- 70 nouveaux cas confirmés à Kinshasa ;
- Aucune nouvelle personne n'est sortie guérie ;

- 1 nouveau décès des cas confirmés ;
- 157 patients en bonne évolution ;
- 164 échantillons testés.

Les 7 provinces touchées :

- Kinshasa : 649 cas ;
- Haut-Katanga : 6 cas ;
- Kongo Central : 6 cas.
- Nord-Kivu : 6 cas ;
- Sud-Kivu : 4 cas ;
- Ituri : 2 cas ;
- Kwilu : 1 cas.

# Sénat: Thambwe Mwamba se trompe de chambre

Le président du sénat, Alexis Thambwe Mwamba a tenu des propos jugés discourtois par l'ensemble de l'opinion nationale alors qu'il était invité à apporter « des éclaircissements dans la passation des marchés des travaux de transformation de l'hémicycle et ses dépendances » exécutés peu avant l'ouverture de la session ordinaire du mois de mars 2020. Cela a provoqué des incidents qui ont valu à la plénière de jeudi 30 avril dernier de se terminer en queue de poisson.

## Les faits

De quoi s'agit-il ? Dans une correspondance, la sénatrice Bijou Ngoya, l'initiatrice de cette démarche, estimait qu'Alexis Thambwe Mwamba devait s'expliquer sur la passation de ce marché. « C'est de cette manière que nous allons promouvoir la bonne gouvernance et le développement de notre pays », estime la sénatrice. Dans sa réplique, le président de la chambre haute du Parlement a relevé que « Les marchés publics se passent soit par appel d'offres général, c'est la règle, soit par appel d'offres restreint, soit de gré à gré moyennant autorisation des services compétents ». Dont acte. C'est justement le souci de la sénatrice d'autant que la dite réfection avait coûté au Trésor une somme de 5 millions de dollars américains.

Normalement, tout se serait limité là, si le président du sénat s'était incliné devant la demande de Bijou Ngoya en fournissant les détails sur la passation du marché, singulièrement en ce qui concerne le mode ayant prévalu. Hélas, Alexis Thambwe Mwamba, vexé, semble-t-il, par le fait que la correspondance de la sénatrice aurait fuité sur les réseaux sociaux avant d'atterrir sur son bureau, a choisi de déverser toute sa bile sur cette dernière. Des révélations dignes de gamins qui frisent l'atteinte à la vie privée d'une personne coulent à flots. C'est du haut de la chaire que le président des sages dévoile à la face du monde toutes les démarches de la sénatrice pour son ascension actuelle.

## Révélation

« Au moment de l'ouverture de la campagne pour l'élection du bureau du Sénat, vous êtes venue chez moi et à mon cabinet pour me demander mon soutien à votre candidature comme questeur du Sénat. Je vous ai signalé que la décision n'était pas à mon niveau, mais au niveau des autorités du FCC », révèle Alexis Thambwe Mwamba.

Et de poursuivre : « Au moment de l'ouverture de la pré-campagne, vous êtes venue chez moi et à mon bureau pour demander le soutien à votre candidature comme questeur du Sénat. Toujours pendant cette période de campagne, vous m'avez invité à plusieurs reprises chez vous, pour boire du Champagne. J'ai toujours refusé poliment et systématiquement ». À en croire Alexis Thambwe, la candidature de Bijou Ngoya avait été rejetée par les autori-

tés du FCC parce qu'elle n'a pas « la compétence nécessaire » et la « moralité qu'il faut » pour cette fonction. Face aux sénateurs stupéfaits, Alexis Thambwe Mwamba assène : « Vous vouliez mon appui pour devenir questeur du Sénat. Vous m'aviez dit que nous allions faire du fric si vous êtes questeur du Sénat. Je vous ai répondu que je suis venu au Sénat pour y laisser mon empreinte et pas pour faire du fric et que j'en avais pour vivre décemment et survivre ma famille ». Le président du Sénat dévoile aussi avoir « présenté votre candidature au FCC, comme je l'ai fait pour beaucoup d'autres candidatures. Les autorités du FCC l'ont rejetée considérant que vous n'avez pas la compétence nécessaire et la moralité qu'il faut pour cette fonction ».

Des propos du président Alexis Thambwe Mwamba ont été amers et acerbes qui ont poussé Bijou Ngoya, depuis son siège, à accuser le président du Sénat d'écart de langage. Réponse du berger à la bergère : « c'est vous qui avez débordé ». Bruits ambiants dans la salle, la plénière a été interrompue.

## Récidive

Le moins que l'on puisse retenir est que le parcours de M. Thambwe Mwamba est parsemé de frictions oratoires avec ses « partenaires » qui frisent l'injure. Alors Ministre de la justice, il avait heurté vigoureusement les magistrats les qualifiant de courir derrière la corruption pour des intérêts matériels. Cela se passe en 2017. En réaction, les magistrats avaient exigé sans les obtenir – comme d'habitude – de leur tutelle des excuses publiques.

« Nous, Magistrats congolais exerçant une profession noble et respectueuse, protestons contre le dernier discours fait par Sieur Thambwe Mwamba le 18 octobre 2017 lors de l'ouverture de l'Assemblée extraordinaire des assises du CSM, nous traitant des corrompus et 3 V (vestes, véhicules et villas), de ce fait, décidons d'observer un arrêt de travail lundi 23 et mardi 24 octobre 2017, et enjoignons à l'intéressé de présenter publiquement des excuses aux magistrats pour les avoir outragés ».

Plus tard, soit en 2018, lors de la Tripartite CNSA-Gouvernement-CENI, le ministre Alexis Thambwe n'avait pas hésité de traiter les journalistes congolais de « minables », de « misérables » et de « malheureux ». Il avait fallu

Dans ce cas, le service administratif compétent en assure la traduction en français.

## ARTICLE 92

Sont interdits toute imputation, toute attaque personnelle, tout propos injurieux ou discourtois, toute interpellation d'un Sénateur, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre de la séance.

## ARTICLE 93

Nul n'est interrompu lorsqu'il parle, ce n'est par le Président, pour un rappel au Règlement.

Si un orateur continue de s'écarter du sujet sous examen après en avoir été rappelé deux fois au cours d'une même intervention, la parole lui est retirée par le Président pour le reste de la séance, pour autant que le sujet demeure le même.

Il en est de même de l'orateur qui, après avoir reçu un avertissement, persiste à répéter ses propres arguments ou ceux produits par un autre membre dans le débat.

S'il persiste à conserver la parole après que le

l'implication du Premier Ministre Bruno Tshibala pour obtenir l'embargo décidé par l'Union Nationale de la Presse Congolaise (UNPC) le vendredi 20 juillet, contre Alexis Thambwe Mwamba. Comme face à la magistrature, le ministre injurieux avait refusé de présenter des excuses aux professionnels des médias.

## Déficit de sagesse ?

A travers la planète, le sénat est une chambre des sages de la Nation, en ce qu'il regroupe des têtes couronnées, bien éduquées, expérimentées et capables de dominer sur leurs sentiments. Si bien que son président jouit de la considération de tous au point de l'ériger en successeur du Président de la République en cas d'indisponibilité de ce dernier. Hélas, la RDC jouit-elle de la même faveur de la Loi fon-

damentale ? Il suffisait d'une dose de maîtrise de soi pour Thambwe Mwamba pour épargner à la nation l'opprobre actuel que charrie sa réaction, pour le moins épidermique face à une question claire, pertinente et qui rentre dans les compétences de son auteure.

Mais cet opprobre plombe également l'honneur du PPRD dont le choix sur la personne de Thambwe Mwamba n'aura certainement pas été guidé par des critères objectifs liés aux exigences du poste. A raison lorsque des observateurs accusent la majorité parlementaire de nourrir un agenda caché susceptible d'être piloté par des acteurs aux vertus républicaines douteuses. Etais-ce le lieu indiqué pour ce déballage, à tout le moins lié à l'intimité d'une personne ?

Louis-Paul Eyenga



# L'UNC plaide pour la retransmission en direct du procès Kamerhe

L'Union pour la Nation Congolaise (UNC) souhaite que le procès du Vital Kamerhe soit « soit non seulement public mais télévisé ». Avec Vital Kamerhe, l'entrepreneur Samih Houballah Jammal est accusé d'avoir détourné environ 50 000 000 USD en 2019. La citation à prévenu note aussi que Soraya Mpiana, belle-fille de Kamerhe, a bénéficié d'une parcelle de la part de Samih Jammal.

Me Gabin Lulendo, porte-parole de l'UNC a expliqué sur ACTUALITE.CD les raisons pour lesquelles, son parti souhaite que ce procès soit public.

« C'est tout fait normal parce que les audiences doivent être publique. C'est constitutionnel, c'est légal. En principe, aucun problème ne devrait se poser sur le caractère public d'une audience (...), mais ce qui est encore plus important, nous souhaitons que cela

soit en direct pour la simple bonne raisons l'honorable vital Kamerhe est l'homme le plus insulté de la République Démocratique du Congo. Il est qualifié de voleur, de détourné. Il a été tellement insulté, tellement humilié. Et dans les réseaux sociaux, c'est lui le plus grand voleur de l'histoire de ce pays. C'est lui le plus grand détourné de ce pays. Laissons alors que son procès non seulement soit public comme le consacre la loi, mais aussi qu'il soit télévisé, en direct pour que les gens dans cette période de confinement puisse avoir l'occasion de suivre», a déclaré le porte-parole de l'UNC Gabin Lulendo.

Et il justifie également cette proposition de la retransmission en direct du procès de Vital par le souci de transparence.

« Nous voulons que ce procès soit équitable. C'est pour cette raison au niveau de l'Union pour la nation congolaise, nous di-

sons que c'est un problème de justice, c'est un problème de transparence. Nous voulons que ce procès soit un procès juste. Dans le cadre de ce que nous appelons l'équité. C'est aussi l'heure pour que les uns et les autres connaissent la vérité sur ce qui s'est passé, parce que l'argent qui est supposé avoir été détourné, selon beaucoup de langues, c'est l'argent du contribuable congolais », a-t-il ajouté.

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat est détention préventive à la prison de Makala depuis le 8 avril. Son procès va débiter le 11 mai prochain.

Selon la Citation à prévenu établie par le Tribunal de Grande instance de Kinshasa/Gombe, il lui est reproché trois chefs d'accusation :

Le détournement de 2 137 500 USD destinés à « l'achat et l'érection de 3 000 maisons préfabriquées pour les policiers et les

militaires de la ville de Kinshasa dans le cadre du Programme de 100 jours initié par le président de la République ».

Le fait de corruption pour l'achat par le patron de SAMIBO, société devant ayant gagné le marché des maisons préfabriquées, en faveur de Soraya Mpiana, belle fille de Kamerhe, de « la concession mesurant 70,00 mètres x 100,00 mètres, située sur la baie de Ngaliema, au quartier Basoko, dans la commune de Ngaliema ».

Le détournement de 48 831 148 USD « remis à la société SAMIBO SARL pour l'achat et l'érection de 1500 maisons préfabriquées dans le cadre du projet des logements sociaux », au profit de cinq provinces de la RDC en l'occurrence Kinshasa, Kongo Central, Kasai Oriental, Kongo Central et Sud-Kivu inscrits dans le Programme de 100 jours. Ivan Kasongo

## Les lanques se délient

# Les avocats de Samith Jammal enfoncent Kamerhe

Dans une correspondance au chef de l'Etat, la défense de Samith Jammal affirme que son client ne répondait qu'aux instructions reçues directement de Vital Kamerhe et de

François Beya, conseiller spécial du président de la République. Le procès tant attendu est véritablement un arbre sous lequel niche une forêt touffue et dont l'issue est périlleuse et incertaine.

MBU ne LETANG NTWA ME ZO  
Bernard-Claude  
Bâtonnier National Honoraire

Avocat à la Cour de Cassation  
et au Conseil d'Etat de la R.D.C

Kinshasa, le 17 /04/2020

N°185 /CAB/MNL/MB/D.037/2020

Copie pour information à

- Monsieur le Procureur Général près la Cour de Cassation A KINSHASA/GOMBE.
- Monsieur le Conseiller Spécial en Matière de Sécurité A l'attention de Monsieur François BEYA A KINSHASA/NGALIEMA
- Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Matete à KINSHASA / LIMETE

A Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo  
« Avec mes hommages les plus déférents »  
Palais de la Nation  
A KINSHASA/GOMBE.

Objet : **Demande de mise en liberté de Monsieur SAMIH HOUBALLAH JAMMAL**

Excellence Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur, pour autant que ma première lettre ne vous soit pas parvenue, de solliciter de votre part l'ordre de mise en liberté de mon client Monsieur SAMIH HOUBALLAH JAMMAL, qui est malade et innocent de ce dont il est accusé : de **détournement de deniers publics**.

Mon client n'a agi que sur **instructions de celui qui était Directeur de votre Cabinet, ainsi que de la part du Conseiller Spécial en matière de sécurité.**

Page | 2

Monsieur SAMIH HOUBALLAH JAMMAL, n'a pas détourné les 300 maisons de MALUKU, dont 250 déjà installées au Camp TSHIATSHI et le montant de 57 millions est la conséquence de la différence entre le contrat initial avec le Ministère du Développement Rural pour 26 millions sur les 900 maisons et la nouvelle commande de 1500 maisons, dont 1000 maisons pour le Camp TSHIATSHI, commandées dans le cadre de vos 100 jours.

Je réitère ma demande du fait que Monsieur SAMIH HOUBALLAH JAMMAL a 82 ans, il est gravement malade et **notre pays n'a aucun intérêt à avoir dans sa conscience la mort éventuelle en prison d'un homme de cet âge, qui est en plus en prison pour avoir agi selon les instructions données par les agents de votre cabinet ; pendant qu'il est détenu, le travail se poursuit, mais son compte étant bloqué, avec quoi pourra-t-il payer les 1000 Congolais et les 8 Ingénieurs Turcs qui travaillent sur les chantiers.**

Le blocage est fait en réalité au préjudice des bénéficiaires des travaux de 100 jours décidés par vous-même, qui ne pourront plus être poursuivis.

J'espère que les magistrats dont ceux sous les ordres du Procureur Général KISULA, à qui la charge avait été donnée d'agir dans l'intérêt de la loi, pourront revenir sur leur décision, en ce qui concerne Monsieur SAMIH HOUBALLAH JAMMAL qui se trouve. Aujourd'hui en prison, **sans titre : plus de mandat d'arrêt, plus d'ordonnance de confirmation du Tribunal de Paix ou du Tribunal de Grande Instance de Matete, juridictions non constitutionnellement compétentes.**

Avec mes remerciements pour votre décision, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, mes hommages les plus déférents.

Bâtonnier National H.MBU ne LETANG  
Avocat à la Cour de Cassation & Conseil d'Etat

C.I. : Commandant Camp TSHIATSHI

Dossier 100 jours

# Des enquêtes exigées au niveau de la chaîne de la dépense publique

La campagne « Congo n'est pas à vendre » tient à ce que toute la vérité et les responsabilités soient établies sur la gestion financière du Programme des jours du chef de l'Etat. Les organisations de la société civile membres de cette campagne exigent que des enquêtes judiciaires soient étendues à toute la chaîne de la dépense publique intervenant dans ce processus.

En plus des intervenants de la chaîne de la dépense publique (ministères du Budget et celui des Finances ainsi que la Banque centrale du Congo), ces ONG estiment que l'extension de ces enquêtes devrait concerner également la Présidence de la République, des ministères impliqués dans le programme des 100 jours et la Direction générale de contrôle des marchés publics (DGCMP).

Pour y parvenir, la campagne « le Congo n'est pas à vendre » invite la justice et les autorités publiques d'appliquer une série de mesures, chacune selon ses compétences. C'est ainsi qu'elle recommande :

1. Au président de la République de tirer les conséquences de cette crise pour respecter et faire respecter les lois qui organisent la comptabilité publique dans la chaîne de la dépense et de rendre public l'audit qu'il a commandité sur les 100 jours ;

2. Au premier ministre d'initier un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de la dépense pour établir les responsabilités de chacun et traduire en justice les acteurs qui n'ont pas respecté la loi. Il devrait également mettre à la disposition de la justice les moyens nécessaires pour faire

toute la lumière sur ces opérations ;

3. A la justice d'initier des enquêtes à tous les niveaux de la chaîne de la dépense et de retracer dans la mesure du possible toutes les personnes qui ont bénéficié indûment de l'argent public pour que celui-ci soit restitué au Trésor. La justice devrait travailler dans l'indépendance et la neutralité pour la manifestation de la vérité ;

4. A la Banque centrale de faire respecter la loi auprès des banques commerciales et d'éviter de servir de relais à des procédures irrégulières des détournements de l'argent public. En effet les pratiques consistant aux retraits en cash des millions des dollars sur les comptes liés au trésor public par des particuliers avec l'aide des officiels devraient cesser et être punies.

5. Au Gouvernement de redynamiser la Cour des comptes et lui donner les moyens de ses missions pour que celle-ci puisse jouer pleinement son rôle.

« La corruption tue et l'absence de transparence est un terreau fertile pour son développement. Le Congo n'est pas à vendre rappelle que les autorités judiciaires et politiques restent jusque-là silencieuses sur d'autres dossiers de détournements et de corruption, et les appelle à la redevabilité et à une transparence totale pour mettre fin à la corruption des personnes détentrices d'autorité publique », ont insisté les organisations engagées dans la campagne « le Congo n'est pas à vendre ».

Emilie MBOYO

## Paul Yuma Morisho : « c'est cohérent que les chefs religieux optent pour un organe consultatif du Fonds de solidarité contre le Covid-19 »

Paul Yuma Morisho trouve cohérent que les chefs religieux aient opté de siéger dans un organe consultatif du Fonds national de solidarité contre le Covid-19 plutôt qu'au sein du Comité de gestion. Dans une tribune (ci-dessous) intitulée : « un rayon d'espoir sur la République démocratique du Congo », cet ancien secrétaire général à la Banque africaine de développement (BAD) estime qu'il faille mobiliser les cadres ayant fait leurs preuves en matière de gestion et leur confier des responsabilités qu'ils souscrivent de porter avec succès ou de subir des sanctions négatives en cas d'éventuels errements.

UN RAYON D'ESPOIR SUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Les Eclésiastiques RD congolais viennent de renoncer avec humilité et sagesse, à leur nomination à la direction du Fonds National de Solidarité, récemment créé ; ils pourraient servir au sein d'un Conseil d'administration ou de Surveillance, un organe collectif d'impulsion et de contrôle. Bravo !

De nos jours, il convient de savoir que la gestion est une science, un art, une opportunité de créer des richesses et un risque de gaspiller des ressources. Aucun un Eclésiastique normalement formé pour amener les âmes à Dieu n'est introduit à cette science, ne possède cet art, n'est préparé à assumer les décisions d'opportunité, parfois contestables à court terme, mais généralement aptes à optimiser la profitabilité ou maîtriser des risques à moyen et long terme, en mettant à profit des opportunités circonstancielles.

Il n'est pas recommandé que des Eclésiastiques, autorités morales, s'il en est, descendent dans l'arène des combats opérationnels et s'exposent ainsi à des erreurs éventuelles de gestion, inhérentes à l'exercice de la mission de dirigeant d'une institution, même le plus performant.

La direction d'une institution publique autonome, de surcroît, nouvelle, ne devrait jamais être confiée à une personne sur la base de la confiance personnelle et encore moins sur celle du militantisme politique.

Elle doit être confiée, dans l'intérêt général, à des personnes pouvant faire valoir les qualifications pertinentes et les expériences professionnelles adéquates, toutes choses vérifiables au préalable, à l'aide d'un mécanisme de recrutement res-

treint ou public, mais nécessairement transparent et concurrentiel, inscrit dans un processus idoine de présélection, sélection, négociation des conditions de service et de travail et nomination.

C'est le lieu de nous rappeler du conseil de Barack Obama : l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions» (Accra, le 11 juillet 2009).

Selon moi, une forte institution se caractérise par l'intégration des facteurs suivants : un but visant la réponse à des besoins réels, actuels ou prévisibles des bénéficiaires ciblés, des objectifs précis, des organes pertinents d'administration et de gestion, une direction visionnaire, compétente et efficiente, un personnel qualifié, expérimenté, innovant et efficace, des ressources adéquates et suffisantes, des programmes et des straté-

gies perspicaces ainsi que le contrôle interne et externe des activités et l'évaluation des résultats selon les normes généralement admises.

Dorénavant, l'Etat congolais devrait courageusement remédier la fatalité subie à l'accession du pays à l'indépendance, faute de cadres compétents et expérimentés.

Aujourd'hui, le pays dispose des cadres qui ont fait leurs preuves en matière de gestion. Il faut les mobiliser et leur confier les responsabilités qu'ils souscrivent de porter avec succès ou de subir des sanctions négatives en cas d'éventuels errements, au dire du Droit.

Paul Yuma Morisho  
Consultant senior en développement des systèmes de gestion.  
Abidjan, le 2 mai 2020 (via zoom eco)

## Quelques agents et fonctionnaires de l'Etat payés en coupures à problème de 5 000 FC

Quelques agents et fonctionnaires de l'Etat ont été payés, pour le mois d'avril, en coupures à problème de 5 000 Francs congolais. Pourtant, ce billet, autrefois contrefait et écarté pendant un moment de la circulation, n'est pas accepté sur le marché.

Toutefois, la Banque centrale du Congo (BCC) rappelle que la consommation de cette coupure est une obligation parce qu'elle a toujours cours

légal sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, un communiqué de la BCC, publié récemment dans la presse, insiste que tout opérateur économique qui s'opposerait à accepter ce billet, s'expose à des poursuites judiciaires. Certains analystes estiment ainsi qu'il est impératif de mener une campagne appuyée à Kinshasa et à l'intérieur du pays pour que ce billet circule désormais normalement, afin

que ceux qui le détiennent ne soient pas sacrifiés, surtout en ce moment de confinement où des difficultés sociales augmentent à une vitesse exponentielle.

De même, explique-t-on, la BCC devra veiller à ce qu'il n'y ait plus de contrefaçon, comme auparavant, car ses conséquences portent gravement atteinte à la santé économique du pays.

LM (MEDIA CONGO PRESS)

NORD-KIVU

## Butembo : les vieux matériels contre Ebola utilisés dans la prévention contre le Covid-19 !

**D**es gants et des thermo flash sont de rigueur dans les centres hospitaliers privés en ville de Butembo. Ces hôpitaux ajoutent une dotation en cache-nez pour son personnel soignant. N'ayant aucun fonds, ils font ainsi la prévention contre Covid-19 avec des moyens de bord ! Souvent avec des matériels amortis !

positifs au covid-19 de la province.

Des hôpitaux livrés à eux-mêmes

Néanmoins, la prévention étant le meilleur moyen



d'éviter la catastrophe, chaque structure s'organise à sa manière. Avec Ebola, une des principales sources de contamination était les structures sanitaires ; des contaminations dites nosocomiales dues au non-respect des normes sanitaires dans les centres de santé. Un grand nombre des structures sanitaires privées n'ont pas les moyens de s'offrir non plus une lutte anticovid-19 digne de ce nom. Elles demandent un appui auprès du gouvernement ou des partenaires de la RDC dans le système de santé afin qu'elles soient dotées de certains matériels de prévention contre le coronavirus.

Au centre hospitalier « Saint-Pierre » situé sur la route Cugeki de Butembo, en dépit de l'insuffisance des moyens, le personnel est doté des cache-nez, des gants, les thermo flashes au poste d'entrée et de sortie de ce centre de santé opérant dans la

zone de santé de Butembo. « Nous n'avons aucun fonds venu d'ailleurs. Nous avions des matériels lors de l'épidémie d'Ebola mais actuellement nous n'avons rien car ils sont vieux. On s'efforce d'acheter malgré les maigres moyens que nous avons. Nous demandons au gouvernement de voir un peu partout dans la République même si nous n'avons pas encore enregistré des cas ici chez nous à Butembo, a fait savoir un infirmier au micro de notre reporter.

Il tient de souligner que la plupart d'hôpitaux privés de Butembo utilisent les kits qu'ils avaient reçus lors de l'épidémie d'Ebola. Ce qui semble semer une crainte dans le chef de la population d'une probable utilisation des effets amortis ne pouvant plus être efficaces dans la prévention contre le Covid-19.

Lyriciste Fabrice Katembo

Le système sanitaire de la République Démocratique du Congo fait face à pandémie de coronavirus alors qu'une autre épidémie du genre sévit encore dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri depuis deux ans avec plus de deux mille morts. Vu les nombre des morts dans le monde dus au Covid-19 et sa présence dans la capitale, le pays de Lumumba a rapidement organisé une riposte sur l'ensemble du territoire national car quelques provinces sont déjà touchées dont celle du Nord-Kivu avec cinq cas.

Le 24 mars plusieurs mesures ont été édictées par les autorités du pays entre autres : la fermeture des églises, des écoles, bars, restaurants, tous les lieux de rassemblement de plus de 20 personnes, afin de briser la chaîne de la propagation du coronavirus. En ville de Butembo, la vie reprend petit à petit avec la levée des mesures strictes de confinement grâce à la guérison de tous les cas

## Trois zones de santé dotées d'ambulance

**L**a zone de santé de Butembo, celle de Katwa et la zone de santé de Masereka en territoire de Lubero viennent d'être dotées d'une ambulance chacune le jeudi 30 avril 2020.

C'est l'organisation non gouvernementale, Internationale Médical Corps qui vient en appui à ces zones de santé dans le cadre de la lutte contre Ebola. Cette dotation vise le renforcement du système de santé en République Démocratique du Congo renseigne le chef de mission, Rago Fraterne Muhayangabo tout en soulignant que c'est à travers un fonds de l'USAID, un fonds récolté auprès du peuple américain.

La cérémonie de remise de ces landcrouss s'est déroulée à l'esplanade de la mairie de la ville de Butembo devant le ministre provincial de la santé au Nord-



Kivu, Kakule Kanyere Moïse, le maire de la ville de Butembo, Mbusa Kanyamanda ainsi que les représentants de la zone de santé de Butembo.

Le ministre Kakule Kanyere

demande aux bénéficiaires de les utiliser équitablement de manière à satisfaire la communauté dans ces trois zones de santé dotées de ces ambulances.

Lyriciste Fabrice Katembo

TANGANYIKA

## Le Syeco réclame le paiement de 2 mois d'arriérées pour les enseignants d'Ankoro



Une vue d'un quartier commercial de Manono, 450 km au Sud Ouest de Kalemie (Katanga/RDC).

**L**es Enseignants d'Ankoro, territoire de Manono (Tanganyika), dénonce le retard pris dans le paiement des salaires de mars et avril. Tout le personnel enseignant de la sous-division de l'EPST-Ankoro 1 et 2 est concerné, selon le président du Syndicat des enseignants de l'EPST-Ankoro, Frédéric Kakudji Lomami.

« Depuis que la banque TMB - Manono a repris la relève de la TMB-Kamina, nous vivons le non-paiement. Chaque fois, on vient nous payer après deux mois. Aujourd'hui, nous avons le retard

de deux mois de mars et d'avril », explique Frédéric Kakudji.

C'est pourquoi, les enseignants concernés implorent les autorités scolaires et politico-administratives de faire pression sur la TMB « de façon qu'elle vienne nous payer à temps comme nos amis de la sous-division de Manono-centre se réjouissent aussi. Si cette banque ou cette agence n'a pas la capacité de nous payer à temps, qu'on nous trouve une autre banque comme la volonté du gouvernement, c'est de payer à temps ».

KONGO CENTRAL

## Matadi: les cas de Covid-19 confirmés se multiplient

**S**elon le bulletin du secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte à la pandémie du Covid-19 en RDC du 1<sup>er</sup> mai, Matadi, au Kongo central enregistre quatre nouveaux cas.

Parmi les 32 nouveaux cas confirmés, la ville de Matadi en compte quatre. Ce qui porte à six le nombre des malades dans le chef-lieu du Kongo central ex aequo avec le Haut-Katanga et le Nord-Kivu. Pourtant, le 27 avril dernier, cette ville enregistrait ses deux premiers cas.



La RDC compte désormais 604 cas. Il y a eu deux personnes guéries, un décès et 407 patients sont en bonne évolution

Info Bascongo

ITURI

## Les FARDC affrontent des miliciens dans un carré minier à Mambasa

**D**es miliciens Mai-Mai ont attaqué, samedi 2 mai matin le site minier de Muchacha dans le territoire de Mambasa (Ituri), rapporte la société civile de Badengaido, une entité proche du carré minier attaqué. Sur place, ils sont rencontrés la résistance des Forces armées de la RDC.

Le président de la société

civile de Badengaido, Célestin Masudi, raconte que les premiers tirs d'armes ont été entendus aux alentours de 5h30'. Des Mai-Mai venus de leurs bastions situés dans la périphérie ont attaqué ce village où se trouve un site d'exploitation d'or, tenu par des chinois.

Selon la même source, les combats auraient duré près de

trois heures. Trois soldats seraient tombés sur le champ de bataille, indique une source de sécurité qui a requis l'anonymat.

Mais le porte-parole de l'armée en Ituri promet de donner le bilan de ces affrontements dans les prochaines heures.

Ces affrontements ont provoqué une panique générale dans la région. Certains marchands qui

devaient se rendre le matin à Muchacha ont dû ajourner leur voyage.

Même la traversée sur la rivière Ituri est restée suspendue, a précisé Célestin Masudi.

Des attaques de ces rebelles Simba sont récurrentes dans cette partie de l'Ituri. Ils proviennent généralement de Pangoy ou d'Elota, dans le territoire de

Bafwasende ; d'autres attaquent ce milieu à partir de la province voisine du Nord-Kivu.

Pour l'heure, un calme précaire règne dans cette entité après l'intervention des militaires. Selon la société civile locale, ces assaillants seraient en débandade dans la forêt où l'armée continue de les traquer.

RO

## 43 cas de contamination au Covid-19 à la prison de Ndolo

## Le gouvernement Ilunga sous le feu des critiques

L'annonce, vendredi, de la détection de 43 cas de personnes contaminées par le Coronavirus, a suscité une vague d'indignation, notamment dans le rang des associations de défense des droits humains.

La prison militaire de Ndolo, à Kinshasa, est touchée par le Coronavirus. 43 cas de contamination y ont été détectés. Selon le ministre congolais de la Santé, Dr Eteni Longondo, le Coronavirus aurait été introduite dans la prison par « une dame qui est venue déposer de la nourriture ».

Le risque de propagation du virus dans les prisons surpeuplées de la RDC, comme la plupart des prisons du continent, était perçu par les autorités congolaises qui avaient procédé, dès le début du mois d'avril, à la libération de quelques 1 200 détenus, dans le but de désengorger un tant soit peu les maisons de détention. Et Human Rights Watch, de son côté, n'avait pas manqué de tirer la sonnette d'alarme concernant les risques de propagation du Covid-19 dans les prisons « surpeuplées et insalubres » de la RDC.

A la découverte de ces cas, les autorités ont très vite pris la décision d'ériger des tentes dans la cour de la prison pour la prise en charge des détenus contaminés et de désinfecter les cellules occupées par lesdites personnes. De même, il a été décidé de faire des prélèvements sur tous



les détenus. « Nous continuons à tester les prisonniers de Ndolo. Nous nous attendons à ce que ce nombre soit encore (plus) élevé », a précisé le ministre de la Santé à l'AFP.

La riposte mise en place par les autorités après la détection de ces cas n'a pas empêché les critiques de fuser de toutes parts, en l'occurrence de JUSTICIA Asbl, une association de défense des droits humains. En effet, pour cette association, « c'est à la suite d'une négligence notoire du gouvernement congolais à travers ses ministères de la Justice, de la Santé et de la Défense que l'on vient

de totaliser 43 cas de détenus infectés au Covid-19, à la prison de Ndolo, car aucune disposition de grande envergure n'a été prise pour limiter la propagation de cette maladie ».

« En effet depuis le communiqué du Vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières dans lequel il a pris certaines mesures préventives contre la propagation du Coronavirus dans les prisons dont la suspension du transfèrement interprovincial des détenus, de l'entrée de colis (nourriture), du transfèrement des prévenus devant les offices des parquets dans les vil-

les touchées par la pandémie, la suspension des audiences foraines, aucun mécanisme concerté de suivi, ni de matérialisation de ces recommandations n'a été mis en place pour soutenir financièrement ces mesures », explique le communiqué de presse émis par l'association.

L'inquiétude est donc grande, puisque le nombre de cas de personnes contaminées ne cesse d'augmenter au Congo. Hier soir, les chiffres officiels faisaient état de 604 cas confirmés au total dont 579 dans la seule province de Kinshasa, 75 guérisons et 32 décès.

## Les chefs religieux jugent « incompatible » leur statut avec la gestion quotidienne du Fonds de lutte contre le COVID-19

Le président de la République Félix Tshisekedi a réuni ce jeudi 30 avril 2020 en sa résidence de la N'sele, à Kinshasa, les membres du comité de gestion du Fonds National de Solidarité contre le Covid-19. Il s'agissait, selon la presse présidentielle qui livre l'information, d'une réunion de prise de contact entre le chef de l'État et ces chefs des confessions religieuses conduits par le cardinal Fridolin Ambongo.

À en croire la même source, le coordonateur du FNCS a exprimé sa gratitude au président Tshisekedi pour le choix porté sur sa personne ainsi que ses autres collègues.

Lors des échanges, fait savoir la présidence, le chef de l'État et ces personnalités ont aussi évoqué le bon fonctionnement de ce Fonds mis en place pour appuyer la riposte à la pandémie du Covid-19.

Cependant, au cours d'un point de presse, tenu vendredi 01 mai 2020 à Kinshasa par le secrétaire général de la CENCO, les représentants des con-

fessions religieuses, dont le cardinal Ambongo et d'autres chefs religieux, refusent de gérer au quotidien « le Fonds national de solidarité ». Ils préfèrent, plutôt, diriger le Conseil consultatif qu'ils souhaitent voir incorporé dans l'ordonnance créant le FNCS. Dans leur position concernant la gestion du Fonds national de solidarité, mis en place par le président Tshisekedi pour soutenir la lutte contre le COVID-19, les représentants des confessions religieuses posent quelques préalables liés à leur statut. Il s'agit, selon l'abbé Donatien Nshole, des modalités liées aux statuts religieux de ces pères de l'église, incompatibles avec la gestion d'un Fonds social de la République. Les modalités de cet accompagnement s'avèrent incompatibles avec les statuts des chefs spirituels, qui refusent de gérer au quotidien les fonds publics, confinement à leur statut, a déclaré l'abbé Donatien Nshole, qui a animé ce point de presse. En effet, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a reçu en audience, jeudi 30

avril 2020 à la Cité présidentielle de la N'sele, le comité de coordination du Fonds national de solidarité contre le Coronavirus, en vue d'arrêter les voies et moyens pour le bon fonctionnement de cette structure à caractère social. La création de ce fonds fait suite à l'entretien que le président de la République a eu, le 20 avril 2020, avec les chefs des confessions religieuses. C'est au cours de cet entretien qu'il leur a fait part de son intention de les associer dans la lutte contre la pandémie de Coronavirus et le besoin d'assistance aux personnes éprouvées.

Selon l'abbé Donatien Shole, Secrétaire général de la CENCO, les chefs des confessions religieuses ont tout de suite accepté la proposition leur faite par le Chef de l'État, estimant qu'il s'agit de s'engager pour le bien-être de la population, qui est une préoccupation principale. Aussi, après analyse de l'ordonnance nommant des animateurs et créant ce fonds, le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, et André Bokundoa, président de l'Eglise

du Christ au Congo (ECC), respectivement coordonnateur et coordonnateur adjoint de ce fonds, ont-ils estimé nécessaire de revoir le Chef de l'État pour lui proposer des aménagements de certaines dispositions de cette ordonnance, pour que celle-ci soit beaucoup plus conforme à leurs statuts de pères spirituels. « Ce que le Chef de l'État a approuvé avec beaucoup de compréhension », a révélé l'abbé Donatien Shole. Il a ajouté que les chefs des confessions religieuses ont saisi cette occasion pour remercier le Chef de l'État pour la confiance qu'il a placée en eux.

Le cardinal Fridolin Ambongo, Archevêque de Kinshasa, et André Bokundoa de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), ont été nommés par ordonnance présidentielle, le 22 avril 2020, coordonnateur et coordonnateur adjoint de ce Fonds, tandis que Abdallah Mangala de la communauté islamique, Sony Kafuta des églises de réveil et Delphin Elebe font partie de la coordination, rappellent-on.

Louis-Paul Eyenga

# «Docteur Tedros» à la tête de l'OMS est aussi un ami de la Chine

Tedros Adhanom Gebreyesus : le directeur général de l'OMS était le candidat de l'Afrique mais est aussi l'homme de la Chine

« *Oui, je suis Africain, et fier de l'être. Vos injures ne m'atteignent pas...* » La réponse du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus aux invectives du président Trump a été applaudie par le continent tout entier. Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique soutient le premier des siens à se trouver à la tête de l'importante institution onusienne et l'approuve lorsqu'il déclare, lors d'une conférence de presse tenue lundi à Genève, qu'« *on aurait du écouter plus tôt les avertissements émis fin janvier par l'organisation.* »

Elu en 2017 à la succession de la Chinoise Margarete Chan (qui n'avait jamais suscité de vagues malgré une incompétence notoire...) l'ancien ministre éthiopien de la santé avait bénéficié de plusieurs soutiens déterminants : l'Union africaine, présidée à l'époque par Paul Kagame, avait mis dans la balance les voix de ses 55 Etats membres, la Chine avait pesé de tout son poids, politique et financier et des mécènes privés, jouant un rôle croissant au sein de l'OMS, comme Bill et Melinda Gates ou Warren Buffet avaient également appuyé sa candidature.

S'il n'est pas médecin, celui que l'on appelle souvent « Docteur Tedros » est un spécialiste reconnu en santé publique. Après avoir étudié la biologie à l'Université d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, il se spécialisa à Londres en immunologie et en maladies infectieuses avant d'obtenir son doctorat en santé communautaire à l'Université de Nottingham.

Lorsqu'il présente sa candidature à l'OMS, il met l'accent sur les progrès enregistrés en Ethiopie lorsqu'il y était en fonction, dont la construction de 4000 centres de santé et la formation de 30.000 agents de vulgarisation sanitaire. Il rappelle aussi l'appui dont l'Ethiopie a bénéficié de la part d'institutions comme le Partenariat international pour la santé, ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, des institutions largement financées par des partenaires privés dont Bill Gates.

Né en Erythrée alors que le pays était encore occupé par l'Ethiopie, Tedros Ghebreyesus est issu d'une famille modeste et il rappelle souvent que son engagement dans le domaine de la santé trouve son origine dans la mort de son frère aîné, décédé faute de soins.

Visage rond, petites lunettes, ce père de cinq enfants rassure par son allure de médecin de famille. Cependant, malgré ses titres académiques et les appuis dont il dispose, à la fois en Chine, en Afrique et aux Etats Unis, il doit aujourd'hui se défendre d'avoir, au début de l'épidémie, sous-estimé le problème et surtout tenté de « couvrir » les responsabilités de la Chine. Le 15 avril dernier, ayant trouvé le « coupable idéal », le président Trump an-

nonce sa décision de suspendre les financements américains à l'OMS, même si le Congrès a déjà adopté le versement de fonds pour 2020.

Pour comprendre la langue de bois qui est reprochée au Dr Ghebreyesus dans les premiers temps de la pandémie, il faut situer le personnage : l'actuel patron de la « multinationale de la santé » qu'est l'OMS est d'abord le produit d'un système politique particulier. Né en 1965 à Asmara, qui deviendra la capitale de l'Erythrée indépendante, il est de nationalité éthiopienne mais il est d'abord un ressortissant de ces haut plateaux (le Gondar, le Tigré, l'Erythrée) qui furent le berceau de l'Abyssinie copte, des régions toujours en guerre ou en rivalité avec les populations des « basses terres » voisines du Soudan. Dans ce vaste ensemble multiethnique qu'est l'Ethiopie, les Amharas qui vivent autour de la capitale Addis Abeba représentent 30% de la population, les Oromos 34% et les Tigréens 7% seulement. Mais en 1981, c'est le Front populaire pour la libération du Tigré qui renverse le dictateur marxiste Mengistu Haile Mariam Hailé, soutenu par Moscou et qui prend le pouvoir, au cœur d'une coalition avec d'autres partis. Ce groupe minoritaire proclame la décentralisation, mais en réalité, il contrôle d'une main de fer tous les rouages de l'Etat, s'inspirant du modèle de développement chinois tout en courtisant les Etats Unis.

Lorsqu'il revient en Ethiopie après ses études en Grande Bretagne, Tedros Ghebreyesus rejoint le bureau politique du FPLT et il est nommé ministre régional de la santé dans le Tigré avant d'être chargé de la santé au niveau national. A l'époque, l'Ethiopie, qui s'est débarrassée d'une dictature soutenue par Moscou, est très courtisée par l'Occident. Les Etats Unis comme l'Union européenne considèrent que Meles Zenawi, le chef charismatique du FPLT est l'un de ces « nouveaux leaders africains » parmi lesquels l'Ougandais Museveni et le Rwandais Kagame, en rupture avec les anciens dictateurs « genre Mobutu ».

Partageant la politique de modernisation de l'Ethiopie, qui veut conjurer le spectre des famines et des guerres, le ministre de la santé développe une politique « verticale » : au lieu d'une amélioration « horizontale » des conditions de vie, d'hygiène, d'accès à l'eau qui avaient été prônés lors des débuts de l'OMS, entre autres lors de la conférence d'Alma Ata de 1978 consacrée aux soins de santé primaires, il privilégie des programmes « thématiques », encourageant la vaccination généralisée, le planning familial ainsi que la lutte contre des maladies spécifiques, le sida, la tuberculose, le paludisme. C'est là qu'il rejoint Bill et Melinda Gates ainsi que la Fondation Clinton, qui soutiennent l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, (GAVI), et finan-

cent de vastes campagnes de contrôle des naissances.

C'est que, les guerres fratricides étant terminées, la population éthiopienne a explosé, passant à 102 millions d'habitants. Tous les groupes ethniques ne connaissent cependant pas le même développement. Citée par la chercheuse belge Sinta Depuyt dans Health Impact News, l'Union des professionnels amharas s'opposera à la candidature du Dr Tedros à l'OMS en dénonçant dans une lettre ouverte la « politique discriminatoire » menée à l'encontre des Amharas, un peuple que le pouvoir tigréen considère comme « l'ennemi éternel ». Selon cette association qui se réfère aux recensements établis entre 1997 et 2007, la population amhara aurait cru moins vite que les autres ethnies du pays (1,9 % au lieu de 2, 5). Ce déficit démographique estimé à 2,5 millions de personnes aurait été causé par des soins de santé déficients entraînant une mortalité élevée mais surtout par une politique « sélective » de contrôle des naissances. Relayant cette charge, Sinta Depuyt évoque la stérilisation des femmes et l'administration, sans le consentement des intéressées, d'un médicament contraceptif très contesté le « Dep-Provera », qui entraîne de graves effets secondaires et a été interdit dans de nombreux pays.

Ce n'est pas la seule polémique : à la veille du vote à l'OMS, le conseiller de David Navarro, rival britannique de Ghebreyesus, accuse le ministre éthiopien de la santé d'avoir dissimulé trois épidémies de choléra, en 2006, 2009 et 2011, faussement qualifiées de « diarrhées aqueuses aigües ». Dénonçant une campagne de diffamation de dernière minute et présentant la couverture sanitaire universelle comme la priorité absolue de son mandat, Ghebreyesus l'emporte cependant haut la main, soutenu par l'Union africaine et surtout appuyé par la Chine.

Si ses amis américains se réjouissent de l'élection d'un candidat qui va encourager les grandes firmes pharmaceutiques à rechercher de nouveaux vaccins, (entre autres contre le virus Ebola), la Chine engrange là le résultat d'une politique particulièrement dynamique menée à l'égard de l'Ethiopie. Car de 2012 jusque 2016, Tedros Ghebreyesus fut aussi Ministre des affaires étrangères et à ce poste, il renforça les liens de son pays avec la Chine.

## L'Ethiopie tête de pont pour la Chine

L'Ethiopie ayant été choisie comme tête de pont sur le continent africain, la Chine lui accorda des prêts s'élevant à 13 milliards de dollars et en 2014 le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi devait souligner que son pays était devenu le plus important investisseur étranger en Ethiopie et son plus grand partenaire commercial. Ainsi que le relève la Française Valérie Niquet, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique, « le renforcement des liens avec la RPC et

l'adoption d'un modèle chinois de développement ont permis à l'Ethiopie de connaître de 2005 à 2017, un taux de croissance de 8,5% en moyenne ».

Deuxième bénéficiaire africain des investissements chinois qui portent surtout sur les infrastructures, l'Ethiopie a entamé la construction d'une ligne à grande vitesse en direction de Djibouti tandis que le gigantesque barrage de la Renaissance captant les eaux du Nil provoque les inquiétudes des autres pays riverains, le Soudan et surtout l'Egypte. C'est aussi la Chine qui a financé et construit le nouveau siège de l'Union africaine à Addis Abeba ainsi que le Centre africain pour le contrôle des maladies infectieuses. C'est par ce centre que devront transiter les produits fournis à l'Afrique par la Chine dans le cadre de la lutte contre le Covid 19.

Présentant le système de santé de la Chine comme un modèle, Tedros Ghebreyesus, à la tête de l'OMS, est demeuré fidèle en amitié : avant de se rétracter sous la pression, il avait soutenu la proposition chinoise de nommer l'ancien président du Zimbabwe Robert Mugabe « ambassadeur de bonne volonté de l'OMS » et sous sa houlette, l'organisation soutient toujours le principe d'« une seule Chine » refusant d'accorder à Taiwan le statut d'observateur.

Cette proximité avec Pékin explique sans doute pourquoi, le 31 décembre 2019, l'OMS refuse de tenir compte d'un avertissement émanant de Taiwan selon lequel le coronavirus qui est apparu à Wuhan pourrait se répandre par transmission entre humains. Deux semaines plus tard cependant, le comité d'urgence de l'OMS, qui rassemble quinze scientifiques du monde entier et conseille le directeur général, assure toujours que « les premières investigations menées par les autorités chinoises n'ont pas fourni la preuve d'une transmission entre humains », avant de se rétracter le 21 janvier. Il faudra attendre le 30 janvier pour que Tedros Ghebreyesus, à son retour d'un voyage à Pékin, accepte de proclamer un état d'urgence sanitaire international. Non sans louer la « transparence » de la Chine, le séquençage du génome ayant été diffusé par un laboratoire de Shanghai le 11 janvier et partagé ensuite avec l'OMS.

Il faudra attendre le 11 mars, soit trois mois après les premières alertes en Chine, pour que l'OMS, enfin mobilisée, déclare l'« état de pandémie » et choisisse officiellement le nom de Covid 19. Il s'agit d'éviter que la Chine soit stigmatisée, son directeur général expliquant « nous devons trouver un nom qui ne fasse référence ni à un lieu géographique, ni à un animal, ni à un groupe particulier de population. »

Les bonnes relations entre la Chine, l'OMS et l'Ethiopie ayant ainsi été préservées, l'humanité, elle, se bat toujours contre un virus qui a fait plus de 200.000 victimes.

Par Colette Braeckman

## Le Sénégal vante les effets de la chloroquine, chiffres à l'appui...

Les autorités sénégalaises ont dit dimanche leur intention de continuer à prescrire l'hydroxychloroquine aux malades du Covid-19 après une analyse préliminaire montrant une réduction de la durée d'hospitalisation, alors que le pays fait face à une augmentation constante de cas. Elles ont aussi, devant cette hausse continue, annoncé leur décision de ne plus hospitaliser systématiquement les malades qui présenteraient pas ou peu de symptômes, mais de les isoler dans des sites ouverts à cet effet, afin de soulager les hôpitaux. Elles ont aussi décidé samedi soir de fermer les marchés de Dakar les samedis et dimanche et de réduire leur fréquence en semaine.

Les autorités sanitaires ont officiellement déclaré 1.115 cas de contamination et neuf décès au cours des deux mois depuis la confirmation de l'apparition du virus le 2 mars, selon un nouveau bilan communiqué dimanche.

"Le constat majeur est que l'épidémie ne faiblit pas", a dit à la presse le ministre de la Santé, Abdoulaye Diouf Sarr.

Il a assuré que la pandémie restait sous contrôle. Mais il a souligné qu'en un mois le nombre de cas avait "plus que quintuplé" et que la transmission se produisait de plus en plus par une voie plus inquiétante et dite communautaire, c'est-à-dire sans lien établi entre les nouveaux cas et ceux déjà décelés.

Face à la pandémie, le Sénégal a tout fait le choix de suivre l'exemple du professeur français Didier Raoult et de généraliser la prescription, en milieu hospitalier, de l'hydroxychloroquine, antipaludique disponible sur le marché, au cœur d'une querelle internationale d'experts quant à son efficacité et son innocuité.

Le professeur Moussa Seydi, l'infectiologue qui coordonne la prise en charge des contaminés au Sénégal, a présenté les résultats d'une analyse "préliminaire" montrant que, sur 181 patients, la durée médiane d'hospitalisation était de 13 jours pour les malades n'ayant reçu aucun traitement, 11 pour ceux ayant reçu de l'hydroxychloroquine seule, 9 pour ceux ayant reçu de l'hydroxychloroquine associée à l'azithromycine (antibiotique), et même 8 pour ceux ayant consulté tôt et démarré le traitement dans les 24 heures.

Selon cette analyse portant cette fois sur 362 sujets, des effets secondaires, non précisés, ont été observés chez 12 personnes, a-t-il dit. Le traitement a été maintenu pour 4 d'entre elles parce que les effets n'étaient pas "gênants", et arrêté pour les 8 autres, mais il n'y a eu "aucun effet secondaire grave" et tous les signes ont régressé à la fin du traitement, a-t-il rapporté.

"Vu ces résultats préliminaires, nous allons continuer notre prise en charge avec l'hydroxychloroquine", a-t-il dit. AFP

### RWANDA

## Déconfinement partiel dès ce lundi

Le Rwanda va procéder à partir de ce lundi à un déconfinement partiel et autoriser sa population à se déplacer durant la journée, après plus de six semaines de confinement pour freiner la propagation du coronavirus, a annoncé vendredi le bureau du Premier ministre.

Le Rwanda a été l'un des premiers pays africains à imposer des mesures de confinement drastiques le 22 mars alors que 19 cas avaient été recensés. Le pays a enregistré à ce jour officiellement 225 cas et aucun décès.

A partir du 4 mai, les Rwandais pourront se déplacer librement de 5 heures du matin à 20 heures et auront besoin en soirée d'une autorisation, selon un communiqué publié par le bureau du Premier ministre.

"Les masques devront en permanence être portés dans des lieux publics", souligne le communiqué. Les frontières du pays restent fermées et les rassemblements de masse interdits. Les entreprises, les sociétés de fabrication et de construction seront autorisées à reprendre leurs activités avec



des salariés essentiels. Les marchés pourront rouvrir mais avec seulement 50% des commerçants.

Selon le communiqué, les hôtels et restaurants seront également autorisés à fonctionner, mais devront fermer à 19 heures. Les écoles, églises, gymnases et bars resteront fermés. Les gens seront autorisés à faire de l'exercice dans des espaces ouverts.

La participation à des funérailles sera limitée à 30 personnes. Les transports entre les différentes provinces rwandaises demeurent interdits.

AFP

### CORONAVIRUS

## Le Togo bénéficiera du remède miracle malgache Covid-Organics

Après son lancement, le mois dernier, le remède miracle malgache Covid-Organics sera convoyé aux 15 pays de la CEDEAO dont le Togo, a-t-on appris.

C'est au cours d'une visio-conférence avec ses homologues africains que le président malgache Andry Rajoelina a fait cette annonce pour appuyer les pays du continent dans la lutte contre la maladie à coronavirus.

Selon les informations, le président de la Guinée-Bissau le général Umaro Sissoco

Emballo s'est chargé de les convoier dans les pays de la zone.

Vendredi, le ministre bissau-guinéen de la défense, Sandji Fati (photo), a reçu à Antananarivo les remèdes et a félicité au nom de son président, le chef de l'Etat et le peuple de Madagascar pour ce geste de solidarité.

Il est à noter qu'à la date du 1er mai 2020, la CEDEAO compte 10.915 cas confirmés dont 3.269 guéris et 258 morts. Quant au Togo, il compte 123 cas positifs dont 66 guéris et 9 morts.

### AFRIQUE DU SUD

## L'ex-président Jacob Zuma devant la justice le 6 mai



La fin de la multiplication des recours ?

L'ex-président sud-africain n'en a toujours pas fini avec la justice de son pays. Convoqué à une audience prévue le 6 mai prochain, Jacob Zuma a annoncé mercredi qu'il renonçait à contester les poursuites lancées contre lui dans une vieille affaire de corruption et a confirmé qu'il se présenterait à la justice pour la prochaine audience de son procès le 6 mai. À la tête du pays de 2009 à 2018, M. Zuma, 78 ans, est accusé depuis deux décennies d'avoir touché 4 millions de rands – environ 216 000 euros au cours actuel – de pots-de-vin de la société française Thales, dans le cadre d'un énorme contrat d'armement attribué en 1999. L'ancien chef de l'Etat et le groupe d'électronique ont toujours nié ces accusations.

Depuis sa première mise en cause, Jacob Zuma a utilisé toutes les voies de recours juridiques possibles pour tenter d'obtenir l'annulation de ces poursuites. En février dernier, il s'était fait porter pâle à une audience devant la Haute Cour de Pietermaritzburg (Nord-Est) en arguant de problèmes de santé. Mais le tribunal avait aussitôt lancé contre lui un mandat d'arrêt « différé » qui l'obligeait à se présenter devant lui le 6 mai. À une semaine de l'audience, Jacob Zuma a annoncé, mercredi, qu'il renonçait à son ultime recours, une requête devant la Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays. « Cela va lui permettre de se préparer au procès et d'y démontrer qu'il n'a jamais bénéficié de faits de corruption entourant ce contrat d'armement ni même tenté de retarder ce procès », a indiqué sa fondation dans un communiqué. « J'espère que nos citoyens connaîtront enfin la vérité sur les bénéficiaires de ce contrat d'armement, si la corruption est avérée », a déclaré Jacob Zuma cité par sa fondation. Pour rappel, Jacob Zuma a été poussé à la démission de la présidence sud-africaine en février 2018, emporté par les nombreux scandales de corruption qui ont terni son règne. Le Point Afrique (avec AFP)

## Distribution alimentaire géante aux confinés sud-africains les plus démunis

C'est un long ruban humain aux couleurs bariolées qui serpente sur plusieurs kilomètres dans les rues et les terrains vagues d'un township situé entre Johannesburg et Pretoria, sous l'œil des policiers et des véhicules blindés de l'armée.

Samedi, des milliers d'habitants déshérités du quartier d'Olievenhoutbosch ont patienté sous le soleil, à distance réglementaire les uns des autres, pour recevoir 2.200 tonnes de nourriture et d'équipements (masques ou gel hydroalcoolique) distribués par une ONG.

"On a dormi sur place pour récupérer cette nourriture", a expliqué un des bénéficiaires, Ndaba Mkhwanazi, chômeur de 59 ans. "On a dormi ici dans la queue. C'est long parce qu'on est très nombreux mais on apprécie ce que le gouvernement fait pour nous".

Le confinement ordonné le 27 mars par le président Cyril Ramaphosa à ses compatriotes pour lutter contre le coronavirus a placé des millions de pauvres, privés de

leurs petits boulots de subsistance, en situation d'insécurité alimentaire.

Ces dernières semaines, des incidents isolés ont éclaté dans plusieurs townships du pays entre les forces de l'ordre et la population en colère qui exigeait la distribution de colis de nourriture promis par le gouvernement.

Le confinement a jusque-là permis de freiner la progression de la pandémie de Covid-19 qui, selon le dernier bilan, a contaminé près de 6.000 personnes et fait plus d'une centaine de morts.

L'Afrique du Sud a commencé vendredi à alléger très progressivement les restrictions imposées à l'économie du pays, déjà en récession, et à la population.

"Des millions de Sud-Africains peinent à gagner leur vie et à nourrir leur famille", a justifié M. Ramaphosa.

La distribution effectuée samedi à Olievenhoutbosch visait 30.000 personnes, a expliqué Sfiso Msiza, de la Mahlasedi Foundation qui en avait la charge. AFP

### ANGOLA

## Les diamantaires australiens reprennent les activités « à grande échelle »

Les négociations étaient en cours avec les autorités angolaises ces derniers jours. Lucapa Diamond Company, une compagnie australienne, annonce ce vendredi la reprise « à grande échelle » de ses activités dans la célèbre mine Lulo, freinées depuis un mois par le COVID-19.

La pandémie du COVID-19 en pleine saison sèche, période de rush pour les industries minières en temps normal, n'arrange pas vraiment les opérateurs. Le diamantifère australien Lucapa Diamond Company, qui opère dans la mine Lulo -située à 630 km l'est de la capitale Luanda- s'enthousiasme dans un communiqué vendredi de la reprise de ses activités « à grande échelle ». Objectif : profiter au maximum de la saison sèche. En partenariat avec Endiama, la société nationale et Rosas & Petalas, la firme négociait cette reprise avec les autorités depuis plusieurs jours, après l'allègement de certaines mesures restrictives par l'Etat.

Fin avril, l'Angola a en effet prolongé l'état d'urgence jusqu'au 10 mai pour limiter au maximum la propagation du coronavirus, tout en assouplissant les mesures, permettant notamment aux industries essentielles de remettre au travail 50% de leurs effectifs.

La Tribune

*Tel maître, tel disciple*

## Fleury Fleur sur les traces de Félix Wazekwa dans « Bébé ya 53 ans »

« Bébé ya 53 ans » est un titre accrochant. L'auteur a pris tout son temps pour réaliser ou sculpter son œuvre dans laquelle il décrypte les réalités de la vie amoureuse dans une société bouleversante dominée par les divorces.

A la fois conseillé et interpellateur, Fleury Fleur a frappé fort à travers ses paroles et sa mélodie pimentée, doublée d'un timbre vocal doux à la Wazekwa.

« Bébé ya 53 ans » s'illustre en véritable défi après son premier titre « Premier soin » qui a semblé être un échec.

La force de cette chanson réside dans la thématique. Surtout que Fleury Mafuala est un fin auteur-compositeur dans la musique congolaise et fait ses preuves dans la discographie.

Sur le plan fond, cette œuvre est



très engagée avec des phrases très profondes.

A travers cette œuvre musicale, l'artiste dénonce certaines réalités et comportements des hommes dans la vie amoureuse et prodigue également quelques conseils accrochants.

Sur les traces de son maître Félix Wazekwa, Fleury Fleur est parmi les chanteurs de l'actuelle génération qui valorisent la rumba, tout en mettant en exergue les maîtres du style en lui.

Beni Joël Dinganga

## Lycha Shombo relance le clip de la chanson « Evida »



en solo.

Cette relance se fera tant au niveau national qu'international pour permettre aux amoureux de la bonne musique congolaise d'avoir une idée sur son tout premier album en solo.

On se souviendra que Lycha Shombo est parmi les pionniers du groupe Cultura Pays Vie de Félix Wazekwa, groupe auquel Gordon Brown se fait remarquer par sa voix lourde et ses compositions.

Non seulement qu'il a travaillé avec S'Grave dans Cultura Pays Vie, il a aussi collaboré avec Adolphe Dominguez dans le groupe Wenge Tonya-tonya.

Il est à noter que Lycha Shombo évolue depuis plus de sept ans de ses propres ailes. Il a quitté Félix Wazekwa et son groupe Cultura Pays Vie sous les bénédictions des mécènes congolais et travaille au studio pour l'enregistrement du tout premier opus de sa carrière en solo. Cet opus dont le titre n'est pas encore connu sera prochainement sur les plateformes de téléchargement.

Lycha Shombo qui est un vieux routier dans la musique congolaise, se bat corps et âme pour ne pas rater cette relance, toutes les batteries seront mises en place pour réussir sa promotion et en faire accepter aux amoureux de la bonne musique.

B.J.D

## La deuxième édition de la soirée des Arts.cd reportée

Initialement prévue le 2 mai 2020 dans la salle ShowBuzz à Kinshasa, la 2<sup>ème</sup> édition de la soirée des Arts.cd est reportée à une date ultérieure suite à la crise sanitaire qui frappe le monde entier, mais aussi l'industrie culturelle.

Selon un communiqué rendu public par le comité organisateur et dont une copie est parvenue à notre rédaction, la prochaine date sera fixée pendant la réunion générale d'évaluation fixée le 26 juin à Kinshasa.

« En effet, tout en restant ouvert aux discussions, le comité organisateur remercie tous ses partenaires, en rappelant que cette 2<sup>ème</sup> édition devrait voir décerner le Prix Lokumu, prix symbolisant la valeur, la créativité et l'originalité », rapporte ce document signé par Onassis Mutombo, chef dudit projet.

A en croire le même document, la deuxième édition des Arts.cd veut combattre la stigmatisation dont sont victimes les personnes vivant avec le VIH/Sida, à travers l'art et la culture essentiellement dans le mi-

lieu des jeunes.

« La contribution des médias en ligne, vu leur audience de plus en plus large, n'est pas négligeable au regard de certains fléaux sociaux. C'est pourquoi, cette deuxième édition de la soirée des Arts.cd, ouvre une fenêtre, au travers de ses différentes activités, à la problématique du VIH/Sida chez les jeunes de 12 à 24 ans, matérialisant ainsi la responsabilité sociale de la plateforme Arts.cd, en tant que média, auprès des générations actuelles et futures », précise le communiqué.

Organisé par le média en ligne Arts.cd, cet événement a comme objectif principal d'honorer les ambassadeurs congolais dans le milieu culturel notamment les artistes, opérateurs, journalistes et entrepreneurs culturels... qui se distinguent dans ce domaine.

En attendant que tout revienne à la normale, continuons à respecter les mesures barrières pour réduire les risques de contamination du COVID-19.

B.J.D

### Coronavirus

## Faute de festival de cinéma, Cannes, Venise et Berlin organisent un événement sur YouTube

Vingt événements de premier plan vont participer à un programme virtuel qui offrira gratuitement des films sur YouTube du 29 mai au 7 juin.

L'avenir à court terme des festivals de cinéma se jouera en ligne. Vingt manifestations de premier plan, notamment Cannes, Venise, Berlin ou Toronto, vont participer à un événement virtuel qui offrira gratuitement des films sur YouTube, a annoncé, lundi 27 avril, le festival américain de Tribeca, partenaire, dans un communiqué.

Le We Are One : A Global Film Festival (« nous sommes un : un festival mondial du film ») se tiendra du 29 mai au 7 juin en ligne et proposera des longs-métrages, des courts-métrages, des documentaires, de la musique et des tables rondes virtuelles.

Le programme exact n'est pas encore connu. Les organisateurs ont fait savoir que le contenu serait un mélange de films nouveaux et anciens.

De « nouvelles formes » de festivals

Prévu à l'origine du 12 mai au 23 mai, le Festival de Cannes avait

envisagé un report à la fin juin, mais les autorités françaises ont depuis interdit tous les rassemblements jusqu'à la mi-juillet. Ses organisateurs ont rapporté qu'il pourrait prendre de nouvelles « formes ». Les sections parallèles du Festival de Cannes ont, elles, annulé leur édition 2020.

Une partie du produit du We Are One : A Global Film Festival sera versée à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi qu'à des associations caritatives ont annoncé les organisateurs. Les internautes qui se rendront à l'adresse YouTube.com/WeAreOne pour visionner du contenu pourront faire, eux aussi, un don à des associations.

« On parle souvent du rôle que peuvent jouer les films pour inspirer et réunir les gens par-delà les frontières, pour aider à apaiser le monde », a commenté la directrice générale du festival de Tribeca, Jane Rosenthal, citée dans le communiqué. « Le monde entier a besoin d'apaisement en ce moment », a ajouté celle qui a cofondé cette manifestation avec l'acteur Robert De Niro et l'entrepreneur Craig Hatkoff.

Le Monde

## PSG : Jonathan Mutombo passe pro et filera en prêt à Guimarães

Le jeune latéral droit Jonathan Mutombo (17 ans) a signé son premier contrat professionnel avec le PSG, qui le prêtera au Vitoria Guimarães.

Né en 2002 et apparu en Youth League cette saison avec le Paris Saint-Germain, Jonathan Mutombo voit sa jeune carrière s'accélérer. Au PSG depuis 2014, le latéral droit d'origine congolaise a signé un premier contrat professionnel d'une



durée de trois ans en faveur de son club formateur, qui le prêtera dans la foulée au Vitoria Guimarães, où il renforcera dans un premier temps l'équipe U23. Selon les informations recueillies par *Football365 Afrique*, une offre du club portugais à l'attention du joueur de 17 ans a donné un coup de fouet aux négociations et permis d'aboutir à cette solution. L'officialisation ne devrait pas tarder.

## Diego Maradona appelle à une «main de Dieu» pour mettre fin à la pandémie de coronavirus

La légende argentine du football Diego Maradona a appelé à une nouvelle «main de Dieu» pour mettre fin à la pandémie de coronavirus, faisant allusion à son but marqué de la main contre l'Angleterre lors de la Coupe du monde 1986. «Ce qui nous arrive, beaucoup de gens disent que c'est une nouvelle main de Dieu. Mais aujourd'hui, je demande cette main pour mettre fin à cette pandémie afin que les gens puissent vivre à nouveau leur vie, en bonne santé et heureux», a déclaré Maradona, dont les propos ont été rapportés par le journal argentin *Clarín*.

Sauvé avec le Gimnasia L'actuel entraîneur de Gimnasia y Esgrima La Plata, 59 ans,



s'est par ailleurs exprimé sur la décision de la Fédération argentine de football (AFA) de mettre

fin à la saison 2019-2020, en raison du Covid-19, et de suspendre les relégations pour cette saison et la prochaine. «Ce n'est pas la fin que nous aurions souhaitée, nous étions convaincus que nous serions sauvés sur le terrain», a affirmé Maradona, alors que la suspension des relégations a favorisé son club. Gimnasia y Esgrima La Plata, était 19e sur 24 au moment de l'interruption du championnat.

Toutefois, il a soutenu la décision du président de l'AFA, Claudio Tapia, alors que l'Argentine est confinée depuis le 20 mars et que les événements sportifs devraient prendre encore du temps avant de reprendre.

## PSG : 500 ME pour l'opération Neymar, le Barça sous le choc

Chaque jour, la presse espagnole remet une pièce dans la machine concernant l'intérêt du FC Barcelone pour Neymar dans l'optique du mercato.

Néanmoins, il paraît bien improbable de voir le club blaugrana faire sauter la banque pour le n°10 du PSG. Samedi, le président de la Liga espagnole Javier Tebas faisait part de ses doutes quant à un transfert de Neymar à Barcelone, indiquant clairement que le club de Josep Maria Bartomeu n'avait pas les moyens de ses ambitions. Et les dernières informations livrées par le journal *Marca* ne vont pas rassurer les supporters barcelonais qui militent pour un come-back de Neymar. Car pour le média espagnol, ce n'est pas seulement l'indemnité de transfert



du Brésilien, estimée à près de 170 ME, qui pose problème dans ce dossier compliqué à bien des égards.

Effectivement, le média rappelle que Neymar coûte environ 70 millions d'euros charges comprises au Paris Saint-Germain chaque année. Un salaire démentiel que le FC Barcelone ne sera jamais en mesure d'assumer, encore moins

sur quatre ou cinq ans de contrat. Entre le transfert de Neymar, son salaire et les nombreuses primes que pourraient réclamer l'international auriverde au fil des ans, «l'opération Neymar» est estimée dans sa globalité à près de 500 millions d'euros par le journal espagnol. Autant dire que cet été, il paraît improbable pour ne pas dire impossible de voir Neymar poser de nouveau ses valises en Catalogne. Encore une fois, l'unique solution pour le Barça serait de trouver un accord avec le PSG concernant un échange de joueur, ce qui permettrait de faire baisser l'indemnité de transfert mais surtout de se délester du salaire d'un ou plusieurs joueurs. Dans cette optique, un échange avec Antoine Griezmann serait intéressant pour Barcelone, le Français étant l'un des joueurs les mieux payés du club derrière Lionel Messi.

## Espagne : les clubs vont commencer les tests pour le Covid-19 avant de reprendre les entraînements

Les clubs de Liga vont commencer à tester les joueurs pour le Covid-19 cette semaine, effectuant ainsi un premier pas vers la reprise de la saison en juin, selon une source proche de la Ligue citée par Reuters. Mardi, le Premier ministre, Pedro Sanchez a donné le feu vert pour des entraînements individuels dans les centres d'entraînement dès le 4 mai. Les joueurs et les membres du staff devront être testés et ef-

fectuer une sérologie avant reprendre l'entraînement selon la première phase du protocole pour la reprise de l'activité mis en place par la Liga.

La deuxième phase, celle des entraînements individuels, pourrait débuter dès le 6 mai et sera sans doute rapidement suivie de la troisième phase, celle où des groupes de huit joueurs pourront s'entraîner ensemble. Enfin, la phase quatre, celle de l'entraînement col-

lectif, devrait intervenir deux semaines avant la reprise de la compétition.

Il reste onze journées à disputer en Liga et en Deuxième Division espagnole alors que Javier Tebas, le patron de la Ligue professionnelle souhaite que la saison aille à son terme. La finale de la Coupe du roi entre la Real Sociedad et l'Athletic Bilbao ainsi que les play-offs de la Deuxième Division doivent également être reprogrammés.

## Egypte : Les salaires payés par Al-Ahly jusqu'en juillet

Les salaires des joueurs et autres employés d'Al-Ahly seront payés jusqu'au mois de juillet, comme annoncé par le club égyptien.

«Nous paierons la totalité des salaires des employés et des travailleurs du club pour les quatre prochains mois, afin qu'ils puissent satisfaire leurs engagements et besoins dans ces circonstances difficiles, surtout avec l'arrivée du

mois sacré du Ramadan», a indiqué Al-Ahly sur son compte Twitter officiel. La situation sera réexaminée à l'issue de cette période, a ajouté le club cairote. Octuple vainqueur de la Ligue des Champions africaines, les Diabes Rouges sont considérés comme le club le plus riche du continent africain, avec un budget annuel dépassant les 30 millions d'euros. orangefootballclub.com

## Lionel Messi reconnaissant envers Samuel Eto'o ?

Alors joueur du FC Barcelone (de 2004 à 2009), Samuel Eto'o a assisté à l'éclosion de Lionel Messi pendant son séjour au Camp Nou.

Dès son plus jeune âge, la Pulga avait marqué les esprits de son incontestable talent montrant qu'il se dirigeait vers les sommets même lorsqu'il jouait pour l'équipe B.

Sous le charme des capacités du prodige argentin, l'ex emblématique capitaine des Lions Indomptables avait prédit le succès de la Pulga. «Il venait de l'équipe B à l'équipe première, et il était très bon. Nous savions déjà à l'époque que Lionel Messi serait un jour ce qu'il est devenu. Je suis très heureux parce qu'il y est parvenu grâce à son travail acharné», a expliqué Eto'o, dans un entretien accordé à la Liga

Eto'o a changé la carrière de Messi !

«Il n'a pas changé du tout. C'est toujours la bonne personne que je connaissais à l'époque et que je connais encore. Il a récemment

dit que, grâce à mes conseils - que je ne révélerai pas ici - sa carrière a changé. [« Je n'arrête pas de me souvenir de ce que m'avait dit Samuel Eto'o. Il m'a dit : « le jour où tu commenceras à marquer, tu ne t'arrêteras pas. Il me l'a dit parce que j'avais de nombreuses occasions mais je ne les transformais pas » a déclaré Messi]

À l'époque, il devait résoudre certaines choses, mais il a toujours eu ce talent. Je suis fier et heureux de voir l'histoire qu'il a écrite et qui n'est pas encore terminée. Il va être très difficile, voire impossible, de dépasser son héritage. La chose la plus importante pour moi est son caractère. Tout le monde l'apprécie, l'adore en tant que joueur. Mais c'est un gars merveilleux et je suis fier d'être toujours parmi ses amis », a expliqué l'ancien numéro 9 de la sélection camerounaise

Rappelons que Eto'o était un coéquipier de Lionel Messi de 2004 jusqu'à son départ pour l'Inter Milan en juillet 2009. orangefootball.com

## Le successeur de Mandanda dans les buts de Marseille est identifié

Pour le consultant de FC Marseille, Jean-Charles De Bono, l'OM doit aller chercher le portier de Brest, Gautier Larssonneur, pour succéder à Steve Mandanda.

«Un joueur qui pourrait ne pas coûter cher à l'OM c'est Larssonneur, de Brest ! Il fait une saison exemplaire : 23 ans. Titulaire à tous les matchs avec Brest. Il n'a pas un tarif élevé. Ce sera pas plus haut que 2 ou 5 millions d'euros. Ce serait un bon plan mercato !», a indiqué le consultant de FC Marseille lors d'un débat mercato.

Selon les informations du Télégramme il y a quelques se-



maines, le joueur possède un contrat jusqu'en 2022 et souhaite s'inscrire dans la durée avec Brest. Le dossier s'annonce donc difficile pour l'Olympique de Marseille cet été. Sport.fr

## Harry Kane vendu plus cher que Neymar ?

Le président des Spurs de Tottenham, Daniel Lévy, a fixé le prix du transfert d'Harry Kane. Le montant est astronomique.

Selon le *Daily Mail*, le club londonien n'acceptera le départ de son attaquant de 26 ans que contre 200 millions de livres sterling, soit 228 millions d'euros. Si le transfert devait se concrétiser à ce prix, il s'agirait tout simplement de la transaction la plus chère de l'histoire du football, devant le recrutement de Neymar par le PSG pour 222 millions d'euros.

Le Real Madrid, Manchester United et dans une moindre mesure la Juventus Turin sont très intéressés par le joueur. Au point de payer une telle somme ? sport.fr

## Eclairage public pour son village natal

# Moïse Katumbi reprend la reconstruction de Kashobwe

Ainsi que l'on s'en était rendu compte, tout l'effort de construction du village Kashobwe et ses environs déployé par Moïse Katumbi avait été sabordé par les ennemis de la population bénéficiaire. Ils avaient profité de l'exil forcé de 4 ans de l'ancien gouverneur de l'ancien Katanga pour tout saper : maternité, centre médical, énergie électrique, etc. Visiblement, l'ennemi entendait passer l'éponge sur tout ce qui rappelait l'image de ce bâtisseur sans concurrent sur l'ensemble du territoire national. A raison lorsque le Président du parti politique « Ensemble pour la République » affirme : « *Je suis l'homme de tout le monde !* » Comme en témoignent ses nombreuses sollicitudes lorsqu'un cas de malheur, une catastrophe s'abat sur ses concitoyens, sans distinction de région, de religion, de tribu, d'opinion politique !

La dernière intervention en date engage son village natal où la furie des eaux du Lualaba a emporté des habitations, des biens et des individus. Fils du terroir, le Chairman de TP Mazembe s'est porté au secours de ses frères sinistrés en prenant en son compte la prise en charge médicale et la reconstruction des habitations détruites ou emportées. Pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, l'homme est constamment sur le terrain où il échange avec les conducteurs des travaux et les sinistrés.

Dans le même élan, Moïse Katumbi reprend, sur fonds propre, les différents chantiers de reconstruction avec, à la clé, le lancement de l'éclairage public dans Kashobwe et les villages environnants. Un géant panneau solaire en assume la charge permettant aux enfants de prolonger leurs jeux du soir jusque plus tard. Un précieux outil de développement qui fournit de l'énergie électrique non seulement à la voie publique, mais aussi aux formations médicales qui en ont fermement besoin, notamment pour la conservation au frais de réactifs et produits médicaux. Les paroisses ne sont pas en reste, car leurs installations sont désormais alimentées, permettant de réaliser plusieurs activités dont l'exploitation de l'outil informatique. Alors que différents établissements de commerce gardent leurs portes ouvertes jusqu'après la tombée de la nuit. Cauchemardesque, il y a peu !

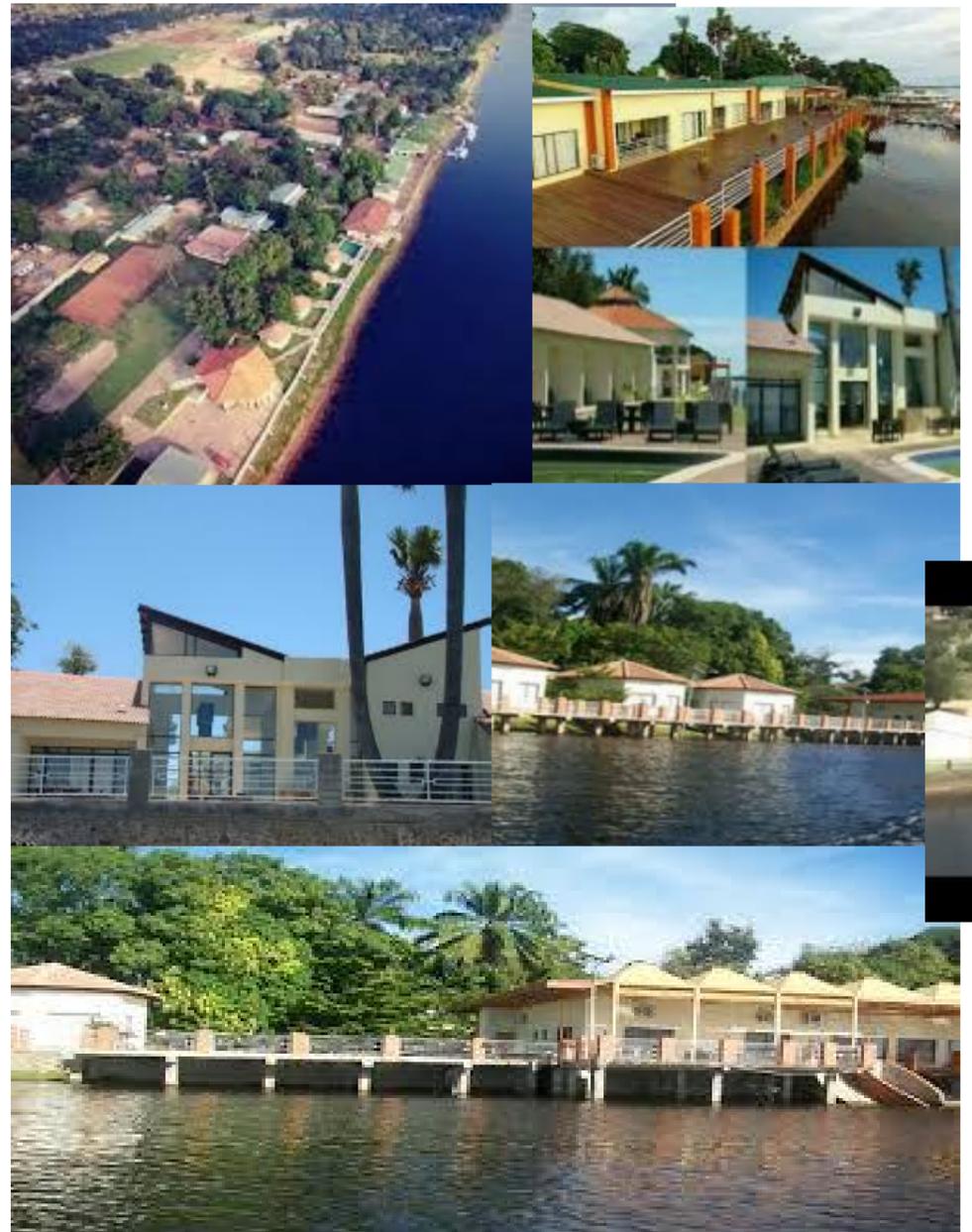
Mais Moïse Katumbi, c'est aussi l'eau potable à la disposition de tout le monde, témoigne un prêtre de l'église catholique locale. Le prélat souligne même l'importance de cette denrée, rare jusque dans un passé récent et qui dédouane la population locale de la corvée d'effectuer de longues distances à pied et chargée de Calebasses, dames-jeannes, bidons... sur la tête.

Saisissant l'opportunité de ses descentes sur le terrain, Moïse Katumbi sensibilise ses concitoyens

sur le danger évident du coronavirus, avant d'appeler chacun à observer scrupuleusement les règles-barrières édictées par l'OMS afin d'éviter de

tomber dans le piège de ce virus dévastateur !

Ça s'appelle un cœur altruiste !  
J. Famba



## Parti politique d'avant-garde

# «Ensemble pour la République» : grandiose sortie après la pandémie

« Ensemble pour la République », parti politique de l'opposant Moïse Katumbi, sera lancé probablement après le confinement dû au covid-19. C'est le député national Mohindo Nzangi, membre de cette formation politique qui l'a annoncé le samedi 02 mai dans une radio émettant à Kinshasa.

Selon Mohindo Nzangi, le document relatif à la création de ce parti se trouve au niveau du ministère de l'Intérieur.

Le député national dément l'appartenance au parti d'une liste

de membres du bureau politique de « Ensemble pour la République » en circulation sur les réseaux sociaux. Selon le député, les animateurs nationaux du parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi seront bientôt connus.

À l'en croire, il est prévu également la fusion des « bases de six partis qui ont accepté de fédérer les énergies pour former un grand parti ». Il sied d'ores et déjà de signaler que Pierre Lumbi est le secrétaire général de cette formation politique.

LR

